

Unité Bidépartementale du Calvados et de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 29/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS

avenue d'Ochsenfurt
50211 Coutances

Références : 2023 - 834
Code AIOT : 0005301810

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS implanté avenue d'Ochsenfurt 50211 Coutances. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 de l'inspection des installations classées visant les détenteurs d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (gaz à effet de serre).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS
- avenue d'Ochsenfurt 50211 Coutances
- Code AIOT : 0005301810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

ELVIA Printed Circuits Boards (ELVIA PCB) exploite l'établissement de COUTANCES depuis 1977 qui est autorisé à exercer des activités de traitement de surface pour la fabrication de circuits imprimés principalement destinés à l'aéronautique, et en particulier à la Direction Générale des Armées (DGA).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 sur les fluides frigorigènes fluorés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Sans objet
3	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	Sans objet
5	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
6	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89	Sans objet
7	Registre	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	Sans objet
8	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Sans objet
9	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Marque de contrôle – détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que des améliorations dans le suivi des équipements contenant des fluides frigorigènes doivent être mises en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A)</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mise à jour de la situation administrative de l'établissement a été faite par arrêté complémentaire du 17 octobre 2019. Ce dernier indique une quantité de fluide frigorigène de 311,55 kg qui est soumise à déclaration au titre de la rubrique 4802-2a.</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a été invité à fournir la liste de ses équipements utilisant des fluides frigorigènes. Au vu de cette liste, la quantité totale cumulée de fluides frigorigènes présents dans des équipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg est de 632,7 kg. L'activité est soumise</p>

<p>à déclaration au titre de la rubrique 1185-2a qui a remplacé la rubrique 4802-2a (décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018). Neuf équipements sont concernés dont deux représentent une charge supérieure à 40 tonnes en équivalent CO2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - KELVIN KRA 72991 avec 2,2 kg de R134A - DAIKIN EWAD 290T-SSB2010 avec 192 kg de R134A => ~274 teq CO2 - DAIKIN EWAD TZ490TZX010 avec 106 kg de R134A => ~151 teq CO2 - (2 X) CARRIER 30KAVZE600 avec 154 kg de R 1234ZE (HFO) - refroidisseur HAVOR HWK 2RPTSA avec 2 kg de R 407C => un changement d'appareil est prévu par l'exploitant. - LANTECHNICK avec 5,4 kg de R 134A - ASSECHEUR D'AIR PNEUMATEC AD 1800 avec 10,5 kg de R 452A (mélange HFC + HFO) - ASSECHEUR D'AIR PNEUMATEC AD 1600 avec 6,6 kg de R 452A
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la production d'eau glacée a évolué et un climatiseur a été mis en place pour le matériel informatique, cela explique l'augmentation des capacités de fluides frigorigènes stockés sur le site.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance de la préfecture les modifications apportées à ses installations classées dans la rubrique 1185-2a.</p> <p>Concernant les appareils fonctionnant au R 134A (HFC), l'exploitant est invité à lancer une démarche de remplacement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Identification et connaissance des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018)</p> <p>Annexe 1</p> <p>Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : État des stocks de fluides</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a permis de constater l'étiquetage systématique des équipements contrôlés. Les mentions de nature du produit et sa quantité y figurent bien.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de fournir avant l'inspection la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes (quelle que soit la quantité contenue).</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 3 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes
Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation [....]</p> <p>3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite.</p> <p>Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p> <p>Annexe III</p> <p>Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 :</p> <p>12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150,</p> <p>13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.</p> <p>Constats : Seuls deux équipements de l'établissement contiennent une charge de fluide frigorigène supérieure à 40 tonnes équivalent CO2 (les deux DAIKIN EWAD qui fonctionnent au R134 A). L'exploitant précise que la fiche de données de sécurité du R134 A indique que son potentiel de réchauffement planétaire est de 1300.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Prescription contrôlée :

<p>Article R. 543-79 du code de l'environnement</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vérification pour les deux équipements dont la charge en fluide frigorigène est la plus importante en tonnes équivalent CO2 (à savoir le DAIKIN EWAD 290T et le DAIKIN EWAD 490TZ) des contrôles d'étanchéité depuis 2019. L'ensemble des fiches d'intervention présentées atteste le constat d'une absence de fuite sur les appareils. Les dates des contrôles sont communes en juin 2019, juin 2020, juin 2021, juin 2022 et juin 2023.</p> <p>En revanche, la fréquence de contrôle indiquée sur les fiches d'intervention est de six mois, or les fiches présentées ne permettent d'attester que d'un contrôle annuel et non semestriel.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier le contrôle semestriel des deux équipements DAIKIN EWAD 290T et DAIKIN EWAD 490TZ conformément aux informations figurant sur les fiches d'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Attestations des opérateurs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 543-78 du code de l'environnement</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de</p>

fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.
Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.
Constats : Les contrôles des équipements contenant des fluides frigorigènes sont réalisés par les mêmes opérateurs : Messieurs AMMAR et BAZIN. L'exploitant a fourni lors de l'inspection l'attestation d'aptitude de catégorie I de Monsieur BAZIN délivrée par le centre de formation technique agréé FORBAT SARL (certifié SGS) le 2 décembre 2012. Il a transmis suite à la visite l'attestation d'aptitude de catégorie I de Monsieur AMMAR délivrée par l'APAVE le 9 juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Article R. 543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : L'exploitant a expliqué que la politique d'ELVIA est de remplacer un équipement en cas de détection de fuite. Il n'y a donc pas de recharge d'équipement fuyard sur le site. En cas de détection, il y a arrêt du groupe froid, le travail est effectué en mode dégradé sans refroidissement de la machine qui est utilisée à un rythme réduit en attendant le remplacement de l'équipement fuyard. C'est le cas du groupe froid KELVIN dont la vérification le 11 décembre 2023 a entraîné la consignation en attendant la réalisation des travaux prévus le 13 décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 : Article 6 - Tenue de registres 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes : a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ; b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;

<p>c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</p> <p>d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;</p> <p>f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre par appareil est dématérialisé, il comporte les divers points listés à l'article 6 du Règlement européen 517/2014 du 16 avril 2014. Concernant les équipements mis hors service, à savoir tout équipement fuyard (comme indiqué au point de contrôle précédent), le prestataire est chargé de la bonne élimination des gaz à effet de serre fluorés pour le compte de l'exploitant.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs d'élimination de la dernière opération d'évacuation de fluides frigorigènes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôle périodique des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4</p> <p>Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son outil numérique de suivi des contrôles extérieurs, ce dernier permet de connaître la date de réalisation de la dernière vérification. L'exploitant a indiqué qu'une optimisation de cet outil est en cours de développement afin d'assurer l'exhaustivité des informations disponibles.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est proposé à l'exploitant d'intégrer un code couleur afin de pouvoir anticiper au mieux les contrôles à effectuer en assurant leur planification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Marque de contrôle – absence de fuite

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6</p>

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Constats :

Un contrôle par sondage a montré que les équipements disposent de leur vignette dont la visibilité est assurée.



Exemples d'équipements



Disposant de la vignette bleue



Observés lors de l'inspection

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Marque de contrôle – détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer en cas de fuite

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 7

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de

l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

L'équipement évoqué au point de contrôle n°6 a été observé. Ce dernier comporte bien la vignette prévue (voir photographie ci-dessous).



Type de suites proposées : Sans suite